



L'ACTION DU COLLECTIF ANONYMOUS

qui consiste à révéler via internet des coordonnées personnelles de fonctionnaires de police, stigmatise encore un peu plus notre institution. Action faite en représailles de la politique soi-disant menée contre les libertés fondamentales.

Il semble donc que la liberté et les droits des fonctionnaires de la police nationale soient exclus de toute morale de la part de ces personnes.

Le petit jeu des déclarations ou tracts, laissant à penser ou deviner les opinions politiques de certains nous mènent aujourd'hui à un état de fait.

Pour une majorité de nos concitoyens, la police serait devenue un appareil d'état à la solde du gouvernement en place.

Ceci est une injure faite envers toutes les femmes et les hommes servant notre institution.

Notre attachement aux valeurs républicaines étant un des piliers de notre engagement.

A quand la fin des insultes ?

A quand la fin de l'indignation, de la dénonciation ?

A quand l'heure de l'action ?

Nous payons de plus en plus cher notre engagement, nous servons pourtant avec foi et conviction.

Il serait bon que les concernés en prennent quand même conscience :

Cela ne serait durer ad vitam aeternam.

Perpignan, le 30 janv.-12